

Le Parti Breton dans le cadre de Notre Chance l'Indépendance

Pourquoi l'indépendance de la Bretagne ?

1) L'indépendance, pour rééquilibrer la côte et l'intérieur

C'est un enjeu qui passe par un plan ambitieux en faveur de la mise à 2X2 voies de la RN 164 (route centre Bretagne). En 6 ans de mandat PS cette route n'a avancé que de 10 kilomètres.

L'axe Triskell (Nord Sud) : Saint Briec-Loudéac-Vannes-Lorient n'a progressé de 500 mètres en 6 ans.

Pendant ce temps la majorité PS a investi 500 millions d'euros dans la LGV. Ligne qui empêche désormais d'investir pour le reste de la Bretagne et qui déséquilibre l'ensemble breton.

2) L'indépendance pour pallier les déséquilibres Est Ouest

Diagnostic :

En 1851, on compte 454 000 habitants de moins en Basse-Bretagne qu'en Haute-Bretagne sur 5 départements. Aujourd'hui, l'écart dépasse le 1,3 millions d'habitants. Brest était classiquement plus peuplé que Rennes et le Finistère dans son ensemble regroupait plus d'habitants que l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique. Aujourd'hui, il n'y a plus photo. Les métropoles de Nantes et de Rennes l'emportent largement sur Brest.

On assiste aujourd'hui également à des transferts renforcés de bases logistiques voire de sièges d'entreprises à l'Est de la région. Ce sujet a été largement évoqué et comme découvert suite à l'annonce d'Intermarché de fermer les bases de Rostrenen, Mellac et Saint-Gérard pour ne conserver en Basse-Bretagne que Neulliac, et transférer le reste des activités tout à l'Est de l'Ille-et-Vilaine (Erbrée et Argentré-du-Plessis). Toutefois, depuis une dizaine d'années, les scientifiques avaient déjà constaté ces glissements progressifs, comme insensibles, au profit de la Bretagne orientale. Ils avaient prévenu les pouvoirs publics de ces migrations inquiétantes qui risquaient de marginaliser progressivement la Bretagne occidentale. Or, il ne s'est rien passé et la Basse-Bretagne s'éloigne.

Notre stratégie :

- Tout d'abord, les liens avec Nantes-Saint-Nazaire sont totalement cruciaux pour résoudre ce déséquilibre territorial grandissant. La Basse-Bretagne est orpheline sans la mer et il est aujourd'hui totalement illusoire d'apparaître sur la scène planétaire si l'on ne dispose pas d'un réel hub portuaire et logistique. Nantes aide donc naturellement Brest, tout comme Brest, par exemple avec ses activités de recherche, aide au développement de Nantes ou de Saint-Nazaire. Une valorisation

maritime bretonne courant de Saint-Malo à Pornic doit donc compléter des options.

- Au plan logistique, nous poursuivrons et renforcerons ses investissements en cours pour le port de Brest (220 millions d'Euros d'ici 2020). Tout comme à partir de Brest le portage récent (juillet 2015) du projet Atlantis de services d'autoroutes maritimes sur l'Arc Atlantique. Cet investissement est à relativiser au regard du coût global de la LGV (3,2milliards) ou de l'opération« Le Havre 2000 » (1,4milliard)
- Le lien terre-mer est crucial et l'on sait les difficultés à établir une véritable stratégie fret au départ de la Basse-Bretagne. Toutefois, preuves à l'appui, Combiwest démontre, malgré toutes les difficultés, que cette organisation peut être bénéfique pour la conquête de marchés lointains (extension actuelle vers l'Italie, plus largement vers la dorsale européenne qui concentre de nombreux marchés).Mais on est bien loin d'avoir en Bretagne des stratégies logistiques intégrées.

3) L'indépendance pour gommer les effets pervers de la LGV

L'arrivée de la LGV à Rennes dès 2017, sans que la suite des travaux vers la pointe occidentale ne soit ni programmée, ni datée, peut avoir des conséquences graves pour la pointe bretonne. Certaines villes, dans cette configuration, sont devenues des villes dortoirs et y ont perdu leurs élites et leurs centres de décision. Pour pallier les effets pervers de la LGV à Rennes sans continuité avec la Bretagne occidentale, nous voulons mettre en place très rapidement un avantage fiscal par l'adjonction d'une zone franche étendue à tout l'ouest de la Bretagne.

4) La Région comme point d'équilibre

La loi NOTRe vient d'instituer des Métropoles mais nous croyons que sans le rôle d'équilibre de la Région avec des pouvoirs renforcés que nous constatons partout en Europe, cette métropolisation sera totalement inhumaine et destructrice pour la Bretagne.

5) L'indépendance pour donner leur chance aux jeunes par l'apprentissage et la formation des adultes

Diagnostic :

Il est temps d'agir pour l'emploi dans ce sens car si nous regardons les chiffres en Allemagne, il a trois fois plus d'apprentis et le chômage des jeunes y est trois fois moins élevé.

Notre stratégie :

Education. L'éducation est une exigence incontournable des Bretonnes et des Bretons. Nous encouragerons les points forts d'une spécificité bretonne en matière d'éducation :

- des structures exclusives de concertation avec les parents d'élève (genre conseils d'école),
- l'apprentissage précoce dès l'âge de 2 ans par l'intermédiaire de jardins d'enfants,
- la création ou la rénovation d'établissements d'enseignement à taille humaine pour le secondaire.

Jeunes. La Région a la gestion des bâtiments des lycées, ce qui lui donne la possibilité d'avoir une action positive pour la formation des jeunes. Nous souhaitons des rencontres plus régulières entre les lycées et le monde professionnel et faciliter les échanges éducatifs internationaux. Pour les étudiants et apprentis, faciliter le logement, le transport et l'accès aux établissements culturels.

- encourager l'intervention des acteurs professionnels dans la formation des étudiants,
 - lancer un programme de découverte du monde professionnel dès le lycée,
 - renforcer l'Université Européenne de Bretagne et faciliter les échanges avec l'étranger,
- Une Education Nationale mettant les scolaires au centre des apprentissages tout au long de leur parcours. L'enseignement doit être adapté aux réalités du monde mais aussi correspondre à celles du terrain, des orientations économiques jusqu'aux programmes d'Histoire et de langues (histoire de Bretagne, langue bretonne, l'anglais comme langue commune des pays celtiques...);
- Nous devons mettre un terme à la fuite des cerveaux et à l'exode des personnels qualifiés, de haut niveau en Bretagne ;
 - La place de chacun dans l'école doit être précisée, les statuts des salariés enseignants et non-enseignants valorisés à la hauteur de leur rôle de formateurs des acteurs de la société de demain ;

Adultes. La formation est une des compétences majeures de la Région. Notre objectif est de répondre aux besoins de formation professionnelle des adultes tout au long de la vie et d'anticiper les mutations économiques (agriculture, éco-construction, électronique ...).

Personnes handicapées.

Favoriser l'intégration des personnes handicapées dans le monde du travail par l'accès à la formation sans discrimination. C'est à dire:

- faciliter le financement des bilans de compétences et d'orientation professionnelle,
- aider à la mobilité et à l'adaptation des conditions de travail pour l'accueil d'un travailleur handicapé,
- améliorer le tutorat,
- étendre le système de contrat de professionnalisation au secteur public.

6) L'indépendance, pour développer le fret ferroviaire rail-route

Pour une Région périphérique comme la Bretagne, la logistique est un enjeu essentiel. Ce sujet est donc primordial. Il y a 30 ans, 30% de ce trafic passaient par le fret ferroviaire. Aujourd'hui seul 1,4% de ce trafic utilise le rail. Le transport combiné rail route donnerait une véritable puissance au Port de Brest vers le reste de l'Europe mais également à St Nazaire. Nous voulons pour faire redémarrer ce projet, le promouvoir à l'Ouest de Rennes de manière à rééquilibrer l'économie régionale car une entreprise sur deux s'installe à l'est de Rennes. Il faudra également faire des propositions afin que le contournement de Paris par le fret puisse se faire également de jour. Paris est une barrière logistique qui nous pénalise. Les produits frais venant de Bretagne ne peuvent accéder à Strasbourg en moins de 8 heures. Nous nous engageons à porter un projet clair pour le fret breton.

7) L'indépendance, pour rendre à la Bretagne son lien avec la mer

Diagnostic:

Le bilan de l'interaction entre la mer et la Bretagne est extrêmement contrasté. D'un côté, la Région est dans l'excellence (le pôle de compétitivité mondial mer par exemple, le nombre de brevets déposés pour la valorisation des diverses ressources marines et notamment pour les algues...). Mais de l'autre, certaines filières hauturières sont en grande difficulté. La Bretagne reste aussi un quai naturel incontournable (20 % du trafic maritime mondial de marchandises passent près de nos côtes)... et totalement contourné par les divers navires. Des marchandises aboutissant en Bretagne sont ainsi débarquées à Anvers ou Rotterdam avant de rejoindre la Bretagne par camion. Alors que dans le monde la plupart des péninsules maritimes connaissent un développement exceptionnel, cette carence logistique pénalise l'ensemble de la Bretagne et tout particulièrement sa partie occidentale.

Parmi les 13 ports de commerce de Bretagne « administrative », aucun ne figure dans la liste des « grands ports maritime » alors que 90% du trafic mondial de marchandises se fait par la mer et que la Bretagne a une position stratégique sur les routes maritimes qui le repositionnerait en Europe et dans le commerce mondial et assurerait son développement économique.

Pour le moment uniquement Brest, Lorient et St Malo sont des ports régionaux.

Notre stratégie :

- De manière plus sectorielle, nous engagerons tout d'abord une politique logistique d'envergure à différents niveaux. Tout d'abord, en partenariat avec les autres ports bretons, le Conseil régional multipliera les liens avec Nantes-Saint-Nazaire qui est le hub logistique naturel de la Bretagne. L'estuaire de la Loire (Donges, Montoir-de-Bretagne etc.) assure déjà plus de 80 % des flux maritimes bretons en provenance de la péninsule pour l'export (les produits agroalimentaires notamment) ou destinés à elle pour l'importation (énergie notamment). Mais on fait comme si cette réalité n'existait pas et cette absence de liens pénalise tout le monde, notamment les ports de l'estuaire qui voient aujourd'hui leurs trafics diminuer.

- Une stratégie logistique bretonne sera donc mise en place pour résoudre ce paradoxe d'une Bretagne excellemment placée et qui capte peu de flux internationaux en voyant même son maigre trafic international diminuer. En effet, 95 % du trafic mondial de marchandises se fait désormais par voie maritime et l'Irlande, nettement moins bien placée, a vu son trafic être multiplié par deux en 10 ans. Il s'agira donc d'une part d'associer les ports bretons pour une offre plus cohérente, de limiter les actuels blocages et le poids de certains lobbys, de réfléchir à la création éventuelle de zones franches pour renforcer la compétitivité régionale.
- Comme l'essentiel des villes bretonnes est littoral, ce réseau tentera d'autre part de lancer une offre de cabotage pour un transport écologique et prometteur, correspondant bien à la géographie bretonne et permettant l'export. En effet, ces offres se renforcent nettement dans différents pays (en Italie par exemple, en Allemagne où l'on compte 500 caboteurs pour 600 km de côtes...). Pendant ce temps la Bretagne avec ses 2 700 kms de côtes ronronne et l'on n'y compte qu'une poignée de caboteurs qui pourtant font preuve de leur efficacité (celui de la coopérative du Gouessant évite chaque année le trafic de plus de 4 000 camions).
- Parallèlement, avec notamment la Brittany Ferries, on réfléchira à construire une offre touristique bretonne.

8) L'indépendance, pour le déploiement du très Haut Débit

La révolution numérique est un phénomène aussi important que l'électrification de la Bretagne. Il existe actuellement un Schéma de Cohérence Régional d'Aménagement Numérique du Territoire adopté en 2011.

Le déploiement de la fibre optique est prévu en 15 ans. Les Métropoles et les grandes villes bretonnes seront « fibrées » très rapidement avec un investissement à la charge des opérateurs qui y trouvent leur compte, car les clients sont là. Pour le reste du territoire breton une solidarité doit être mise en place et des investissements partagés entre la Région, les villes moyennes, les communautés de communes seront à prévoir. Une politique volontariste de la Région comme chef de file est à inventer.

9) L'indépendance, pour notre sécurité énergétique

Diagnostic:

On évoque souvent une « Bretagne tonique », « vivifiante », tout simplement car ici les éléments sont fréquemment turbulents. Située à la pointe de l'Eurasie, la Bretagne est en Europe une des régions qui bénéficient des marées, des courants et des vents les plus forts.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des énergies utilisées en Bretagne sont importées et émettrices de gaz à effet de serre. Par défaut d'organisation, on importe aussi environ 70 % du bois que l'on consomme.

De très nombreuses habitations sont des passoires énergétiques... On le disait concernant l'agriculture, on compte quelques dizaines d'usines de méthanisation en Bretagne contre 2400 en Bavière.

Après avoir été refusée à Ploufragan, on se lance dans une « usine à gaz » pour le moins coûteuse à Landivisiau (450 millions d'Euros). On privilégie donc encore un « grand projet » qui va plomber la facture énergétique des Bretons.

Imaginons en contrepartie l'ensemble des projets locaux et maîtrisés que l'on aurait pu financer avec cette somme... Il faut en arrêter avec ces projets hors-sol pour créer ici des emplois et des valeurs énergétiques non délocalisables afin de maîtriser notre destin.

En 2013, la consommation finale d'électricité en Bretagne a atteint 21.7 TWh. La production de la Région atteint quant à elle 2.5 TWh au total soit une hausse de 5.1% par rapport à 2012. Cette production se répartit en 5 filières :

- L'éolien pour 56%
- L'hydraulique pour 20% avec notamment le site de Guerlédan
- Le thermique à partir d'énergie fossile pour 10%
- Le thermique renouvelable pour 8%, avec notamment la méthanisation et le site pilote de Géotexia dans le Mené
- Le photovoltaïque pour 6%

Notre stratégie :

- Dans les 6 années, nous mènerons une politique d'autonomie énergétique en lien avec les pays bretons comme l'on fait nos amis Ecossais (30% de production sur place, 11% en Bretagne administrative) avec les résultats économiques et environnementaux que l'on connaît. Actuellement, 49 % de la consommation régionale sont issus de produits pétroliers que l'on importe puisque la Bretagne ne dispose pas d'énergie fossile,
- Nous abandonnerons les projets centralisés et hors-sol (la centrale à gaz de Landivisiau),
- Les ressources de l'Argoat ne sont pas celles de l'Armor. La Bretagne est aussi en retard pour valoriser l'énergie urbaine alors que des solutions apparaissent pour que les villes produisent aussi des ressources propres (l'éolien, les déchets, le photovoltaïque, et surtout animent autour d'elles une ceinture énergétique rurale alimentant des besoins importants. On a vu en Autriche autour des villes se mettre en place de réelles filières réconciliant ville et campagne et permettant d'exploiter le potentiel et les ressources de proximité (le bois par exemple, la méthanisation),
- Nous rechercherons les possibilités de partenariats afin d'établir des interconnexions par câble sous-marin avec l'Irlande et l'Angleterre (l'Europe d'ailleurs encourage ce type de pratiques) en ce qui concerne les pointes de consommations,

- Nous stimulerons les économies d'énergie. En raison des particularités et parfois de l'ancienneté de l'habitat, les maisons bretonnes sont plus souvent qu'ailleurs de véritables passoires énergétiques et près de 60 % des dépenses énergétiques sont dilapidées. En s'inspirant de l'initiative Vir'volt à Saint-Brieuc et en créant des prêts garantis selon le principe « win win » développés en Suisse ou en Autriche, on aidera les citoyens à investir dans des prêts certifiés qui, le plus souvent sur une période de 7 à 8 ans, garantissent un retour sur investissement,
- Nous encouragerons les projets collaboratifs et citoyens comme à Plélan-le-Grand, Béganne, Plounérim... plutôt que de lancer ou de parachuter des projets descendants qui attisent les conflits.
- Développer l'éolien offshore. Définir en partenariat avec les autres utilisateurs de la mer, les zones destinées à recevoir un projet de production d'électricité offshore, en amont, pour lancer les appels d'offres à l'initiative de la Bretagne.
- Un soutien à la valorisation sous forme d'électricité des déchets de l'élevage et de l'industrie agroalimentaire (unités de méthanisation).
- créer un « fond souverain breton » comprenant la participation du Conseil Régional, des acteurs financiers bretons et étrangers, et appel aux investissements des particuliers.

Ainsi, les seules animations quelque peu pyramidales ou planifiées concerneront l'animation des nouvelles filières (éolien off-shore, hydroliennes...) surtout pour assurer un soutien aux producteurs et industriels locaux.

Pour le reste, les économies d'énergie et la production décentralisée doivent fuser de partout avec des projets pour l'essentiel menés par les bretons. La Bretagne en effet se singularise de longue date par le rejet de décisions technocratiques (Plogoff) et un goût pour des projets plus ascendants.

Au nord de l'Ecosse, les Orcades ont utilisé massivement leurs potentiels marins et éoliens, sont devenus exportateurs et la facture énergétique des habitants a été divisée par quatre en 15 ans. Cette reterritorialisation énergétique est en Bretagne essentielle. Il existe à la clé des milliers d'emplois et surtout des milliards d'Euros à économiser en libérant la production énergétique régionale.

De même, il faut s'inspirer de multiples initiatives européennes (en particulier dans les pays scandinaves, au Pays-Bas...)

10) L'indépendance de la Bretagne et notre économie

Diagnostic :

Nous le constatons tous, l'économie, les échanges, les affaires semblent bloqués, paralysés. L'avenir d'un territoire ne s'écrira pas par l'empilement des réglementations, des normes, stérilisant toutes les initiatives et l'esprit d'entreprendre, tuant même le rêve de bâtir des projets. Les chiffres d'affaires déclinent, les chômeurs restent involontairement chômeurs (croissance du chômage en Bretagne 8.80% au 3^e T 2014 et 9 % dans le Finistère – source INSEE)

« *Vivre, décider, travailler en Bretagne* », une devise simple mais si difficile à obtenir dans le carcan des politiques parisiennes.

Et pourtant, nous devrions en avoir pour notre argent : la France connaît aujourd'hui le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé d'Europe soit 45 % du PIB en 2013 et ces prélèvements n'arrivent pas à couvrir les dépenses publiques (Etat, Collectivités territoriales, Sécurité sociales) en creusant chaque année depuis une quarantaine d'années le déficit. Le résultat de cette gestion centralisée, non coordonnée, est un endettement national dangereux, coûteux, et insupportable. (Dette de 2024 Md€ pour l'ensemble des administrations publiques au 2^e trimestre 2014)

Total des prélèvements obligatoires, en % du PIB, dans quelques pays de l'OCDE, en 2012

| pays | 1965 | 1975 | 1985 | 1995 | 2005 | 2012 | 2013p |
|----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| États-Unis | 23,5 | 25,6 | 25,6 | 27,9 | 27,3 | 24,4 | 25,4 |
| Japon | 17,8 | 20,4 | 26,7 | 26,4 | 27,4 | 29,5 | n.a. |
| Allemagne ¹⁵ | 31,6 | 34,3 | 36,1 | 36,2 | 34,8 | 36,5 | 36,7 |
| Espagne | 14,3 | 18,0 | 26,8 | 32,3 | 35,8 | 32,1 | 32,6 |
| Royaume-Uni | 29,3 | 33,6 | 35,6 | 32,1 | 36,5 | 33,0 | 32,9 |
| Italie | 24,7 | 24,5 | 32,5 | 38,6 | 41,0 | 42,7 | 42,6 |
| France | 33,6 | 34,9 | 41,9 | 41,9 | 40,1 | 44,0 | 45,0 |
| Suède | 31,4 | 38,9 | 44,8 | 45,6 | 50,7 | 42,3 | 42,8 |
| Suisse | 16,6 | 22,5 | 23,9 | 25,5 | 29,7 | 26,9 | 27,1 |
| Canada | 25,2 | 31,4 | 31,9 | 34,9 | 33,4 | 30,7 | 30,6 |
| <i>moyenne OCDE¹⁶</i> | 24,8 | 28,6 | 31,7 | 33,6 | 36,2 | 33,7 | 34,1 |

Dans le même temps les prestations publiques reculent nettement : crise de l'organisation hospitalière, diminution des remboursements maladie, baisse annoncée des pensions de retraite pour les générations qui arrivent...aujourd'hui faillite prévue pour les régimes complémentaires de retraite Agirc et Arrco. Ce ne sont pas nos enfants qui vont connaître un avenir difficile, c'est d'abord nous, les actifs d'aujourd'hui, les besogneux, qui allons connaître de graves difficultés.

Nous le savons tous, mais peu s'y attache vraiment : la résolution de nos problèmes passe par l'offre d'emploi, par la réalisation du droit naturel de pouvoir vivre honorablement de son travail, de son échange à la société.

« Libérez les énergies et soutenir l'emploi par l'allégement des charges et des contraintes administratives » [point 2 des Etats généraux de Morlaix]

Aujourd'hui, ces prélèvements grèvent toutes les activités, tous les revenus, conduisant même certaines professions à limiter leurs gains.

Un salaire supporte en moyenne presque la même somme de charges sociales que le net attribué.

Une rémunération de (petit) dirigeant assujettie au Régime Social des Indépendants supporte environ 41 % de cotisations sociales.

Chacun paie la mauvaise gestion centralisée de l'argent public, chacun paie l'indolence des décisions depuis des décennies.

Une étude récente (décembre 2014) démontre qu'une PMI française paie au moins 3 fois plus de prélèvements obligatoires (cotisations sociales, taxes, impôt sur les sociétés) que son équivalente allemande et aura donc, à productivité égale, du seul fait de ces prélèvements, son résultat final au moins 2 fois inférieur. **Cette analyse présente sur la base d'un chiffre d'affaires identique (20000 K€) dans un secteur similaire que le résultat net après impôt s'élève à 1890 K€ pour la France et 3626 k€ pour l'Allemagne.** [Source : la lettre vernimmen.net n°128]

Le système actuel est donc dans une impasse : les taux de prélèvements sont au maximum avec des prestations en régression, une situation financière déséquilibrée et une économie bloquée. Point de choc de simplification malgré les annonces répétées, et les pactes à la mode (d'Avenir pour la Bretagne, de Responsabilité) sonnent faux dans nos campagnes.

Portée par des personnalités nouvelles, en dehors de tous les appareils politiques traditionnels, ancrées dans le territoire, La Bretagne doit devenir le projet majeur, une Bretagne prospère et solidaire, ouverte sur le monde. Nos candidats sont profondément convaincus que la résolution de ces blocages viendra de la base. Ils prennent l'engagement, même si le sort de l'institution départementale reste incertain dans son avenir, dans ses compétences, dans ses financements, de favoriser la libération des énergies vitales de notre région.

Notre stratégie :

- **Maintenir et développer l'emploi** (travailler pour vivre) en expérimentant toutes les formes possibles de collaboration, de participation au-delà des idéologies. De nombreux exemples montrent la volonté de soutien (financier) des entreprises locales par la population. Pourquoi l'épargne des Bretons ne devrait elle pas servir l'économie bretonne ?

- **Porter une attention particulière au développement de l'Ouest de la Bretagne** afin d'éviter le déséquilibre économique face à l'Est, face aux métropoles de Rennes et Nantes, mais aussi sur le centre Bretagne
- **Donner de la sécurité juridique et fiscale aux TPE et PME** en militant pour la simplification dans toutes les procédures (trop souvent promise, jamais arrivée chez nous)
- **Nous mettrons en place une véritable décentralisation** régionale afin d'adapter une politique économique locale dynamique, en particulier en liaison avec le développement culturelle représentant une richesse et une valeur d'avenir,
- **Favoriser l'émergence de pôles de compétitivité** en relation avec les atouts naturels de la Bretagne (la mer, le nautisme, l'agroalimentaire) mais aussi dans les domaines de pointe (comme la recherche médicale en liaison avec les algues) et le numérique. La Bretagne ne doit pas laisser passer sa chance dans ces domaines, elle doit montrer son dynamisme et son ingéniosité, elle devra être capable d'attirer sur son sol les nouveaux talents dans les nouveaux métiers.
- Nous nous engageons à lutter contre les attaques et tentations qui pèsent sur l'économie de production. Nous en comptons 5 :
 - La délocalisation et le dumping social
 - L'éloignement des centres de décisions
 - La complexité administrative
 - L'accès aux capitaux
 - La fiscalité

Nous aurons à cœur de défendre l'intérêt général de nos territoires, sans stratégie politicienne, bien ancrés dans la réalité des dossiers. Au pouvoir inefficace et centralisé de Paris, il est primordial d'opposer un pouvoir participatif, pragmatique, honnête et proche de la population.

Les 4 leviers pour l'économie bretonne : Innovation, simplification, financement, exportation

11) L'indépendance pour la langue bretonne et les médias

Diagnostic :

Alors que l'on comptait 1 million de bretonnants au début du XXe siècle, le nombre de locuteurs atteint aujourd'hui environ 200 000 personnes. Il a donc été divisé par cinq en cent ans et cette catastrophe se poursuit. Malgré l'essor des écoles bilingues (les « 3.D » : Diwan, Dihun et Div Yezh), le nombre de brittophones décédant l'emporte encore sur celui des nouveaux locuteurs. La lente érosion se poursuit malgré différentes actions militantes ou conduites sous la houlette du Conseil régional.

Une catastrophe en effet. Une tragédie bien plus grave que ne l'évoquent les discours communs. Une langue est un logiciel de pensée original créé en adéquation avec un territoire et un milieu humain. Depuis plus de 1000 ans et même 1500 ans, des hommes ont ici incessamment inventé et affiné des mots, des expressions, des tournures d'esprit... en correspondance avec l'identité du pays et pour mieux le valoriser.

L'essentiel du territoire jusqu'au XIIe siècle (la ligne Loth s'arrêtait aux portes de Rennes et courait jusqu'à Pornic en Loire-Atlantique) avant de concerner plus spécifiquement l'ouest de la Bretagne, courant alors de Plouha à Sarzeau.

Aujourd'hui, à l'heure d'Internet et de la mobilité, il est à noter que la frontière linguistique « Haute Bretagne / Basse Bretagne » tend à s'estomper. Certes, on n'a plus d'écoles en langue bretonne dans la Bretagne occidentale. Toutefois, les études remarquables de l'Office Public de la Langue Bretonne (Ofis Publik ar Brezhoneg) montrent que des pôles importants d'enseignement existent désormais à Nantes (plus exactement Saint-Herblain), Rennes ou Redon. Alors que le breton était, jusqu'au milieu du XXe siècle, considéré comme la « langue des ploucs », il s'avère désormais que toutes les professions et notamment les professions supérieures (cadres, intellectuels, artistes...) ont compris l'intérêt de cette transmission et placent leurs enfants en classes bilingues. De multiples chercheurs (C. Hagège et G. Dalgalian par exemple) ont démontré les bénéfices intellectuels (pour les maths, les sciences physiques...) associés à une instruction polyglotte, tout simplement parce que l'apprentissage de langues diverses stimule l'esprit.

Cette langue est à l'inverse un gage de réussite, un outil supplémentaire pour trouver un emploi (enseignement, média, entreprise, traduction... avec 1 300 emplois en 2015), un levier d'élévation culturelle, un élément central pour correspondre et « dialoguer » avec le pays dans lequel on vit. De manière parallèle, la langue est un marqueur économique même s'il ne faut pas en exagérer l'altérité.

Sur le site de l'I.N.P.I (la protection des marques), le mot « Breizh » est choisi par près de 500 entreprises (sans oublier les Triskell ou Triskalia, le choix de multiples mots bretons choisis par les entreprises pour marquer l'ancrage et renforcer la prospérité économique : Sterenn, Stered, Armor lux, ArMen, Traou Mad...). Le breton n'est pas une langue du passé mais un marqueur d'avenir. Si le Stade Rennais, en Haute Bretagne, choisit en 2015 avec le soutien de 72 % des votants l'appellation « Roazhon Park » pour renommer son stade, ce n'est évidemment pas un hasard.

Au nombre de 40 000, les Samis bénéficient d'une chaîne TV en langue vernaculaire car les pays scandinaves considèrent que cette langue est un patrimoine mondial à entretenir et valoriser. Le développement de la chaîne galloise S4C a créé plus de 1 200 emplois peu délocalisables. En 2015, aucun média breton n'est proposé à l'échelle de la Bretagne, malgré des radios locales, des sites web etc. qui tentent de combler ce vide abyssal et consternant.

Notre stratégie :

- Renforcer le désir de langue, c'est encourager la pratique dans tous les secteurs : enseignement, création artistique, média, économie, vie publique... Pour lors, les campagnes de sensibilisation, bien qu'utiles, sont trop orientées vers la « sauvegarde » du breton. Certes, on trouve de brillantes exceptions réalisées notamment par l'Office Public de la Langue Bretonne. Toutefois, l'enjeu central n'est pas seulement de « sauvegarder » cet exceptionnel patrimoine mais bien d'envisager la langue bretonne comme une ressource stratégique et économique hors-norme.

Pour nous, il s'agit d'un enjeu stratégique, de grande portée économique et sociale, voire sanitaire, pour permettre à des jeunes d'être bien dans leurs territoires, un peu comme on est bien dans sa peau. Des moyens essentiels doivent donc être ici alloués pour gagner la bataille de l'opinion en démontrant aux populations les bénéfices pluriels générés par la présence d'un enseignement créant une jeunesse bretonne, diplômée et polyglotte.

- De façon plus concrète, l'action médiatique est essentielle. Pour lors, malgré l'énergie considérable déployée par différents acteurs (les petites radios en langue bretonne, la TV Internet Brezhoweb, le magazine Ya !, les revues Al Liamm, Bremañ, etc.), la langue bretonne reste trop inaudible au quotidien. Certes, on a ici et là quelques émissions sur les chaînes TV et radios bretonnes ou « régionales » (France 3 Bretagne, TV Rennes, Tébéo, Radio Bleu Breizh-Izel, France Bleu Armorique, les radios associatives etc.). Toutefois, la diffusion actuelle n'est pas du tout à la hauteur des enjeux. Nous nous engagerons donc par tous les moyens à renforcer cette diffusion. 82 % de la population désire un avenir pour la langue et c'est tout simplement une question de démocratie et la région tentera au maximum, comme l'a fait le Pays de Galles, de promouvoir aussi une TV régionale en langue bretonne. N'oublions pas que le pourcentage de Basques parlant leur langue était passé de 54 % à 23 % entre 1868 et 1970. Toutefois, grâce à une politique volontariste, on dépasse aujourd'hui les 42 % de basquophones, tous bilingues et souvent trilingues. La réussite est donc possible. Pour la Bretagne, c'est maintenant ou jamais.

- Nous renforcerons l'enseignement en langue bretonne. Il n'est pas normal, dans ce pays français on le sait rétif à la diversité, que 9 % seulement des

jeunes Bretons aient accès à leur langue quand les pourcentages sont de 26 % pour le Pays Basque, de 53 % en Alsace et de 77 % en Corse. Nous engagerons à ouvrir à bras le corps ce dossier, en s'inspirant des autres régions françaises qui ont de bien meilleurs résultats, en cherchant aussi en Europe les solutions efficaces qui ont permis aux pays ou régions de valoriser leur patrimoine linguistique, de sauver leur culture.

- Nous ferons de cet enjeu linguistique un axe majeur en déplaçant différents budgets (notamment concernant les transports) afin de valoriser un enjeu bien plus fondamental. Tout n'est pas « une question d'argent ». Mais est-il admissible en 2015 que le budget alloué à la promotion et à la vitalisation de la langue bretonne (3 millions d'Euros) soit plusieurs centaines de fois inférieur aux sommes investies pour le « chemin de fer » (TGV, TER etc.) ?
- Création d'emplois bretonnes et gallophones dans l'administration

12) L'indépendance pour la reconquête des finances publiques bretonnes

Diagnostic :

La situation des finances publiques françaises est bien connue : une suite de quarante années de déficits budgétaires, une dette publique consolidée de 2000 milliards d'euros à la fin de 2014 soit 95 % du PIB, une dépense publique en régulière augmentation malgré les incantations des gouvernements successifs et surtout des prélèvements obligatoires en hausse constante qui représente 45 % du PIB en 2013 (dont 54 % du total pour la Sécurité Sociale, 30 % pour les administrations centrales et le reste pour les administrations publiques locales). Cette situation a évidemment des conséquences graves sur une économie ouverte, mondialisée et concurrentielle.

L'organisation actuelle des circuits financiers publics reste hyper-centralisée : la majorité des ressources fiscales sur les entreprises (la TVA, l'impôt sur les sociétés, la TICPE principalement) et sur les ménages (l'impôt sur le revenu, les droits d'enregistrement) sont collectées par l'Etat, les collectivités locales (de la région aux communes) conservant une part minime dans la collecte des ressources propres (les impôts locaux). Les administrations régionales demeurent donc totalement dépendantes des dotations de l'Etat, qui par conséquent, dicte la plupart du temps sa politique au mépris de besoins et des décisions sur notre territoire. Le budget de la Région Bretagne (en format B4) reste dérisoire (Charges et investissement : 1.546 Milliards d'euros en 2013) pour une collecte fiscale estimée sur le même périmètre à 15.769 Milliard d'euros) soit 9.80 %.

Le budget des régions est de l'ordre de 22.8 milliards d'euros lors celui des länders allemands s'élèvent à 286 milliards d'euros.

Les urgences françaises doivent passer par **l'urgence bretonne** : Il est urgent de réformer en profondeur le pays et ce qui difficile au niveau national (voir impossible ?) peut l'être à l'échelle d'une région dynamique. La Bretagne a le droit à l'expérimentation, et cela peut s'avérer exemplaire pour l'ensemble des autres régions françaises. Tous les indices sont là, une pression fiscale majeure, une démocratie à bout de souffle, une perte de sens de tout, nous sommes donc au pied du mur...

Notre stratégie :

Et que faire au pied du mur ? La voie bretonne ...

Mais alors concrètement que faire aujourd'hui ? Nous proposons la feuille de route suivante :

1. **Prendre en mains les finances publiques** : Prendre les choses en main, c'est d'abord étudier les dossiers, comprendre les sujets difficiles par nous-mêmes, ne pas laisser tous les pouvoirs à ceux qui semblent savoir et qui ne connaissent pas la réalité du terrain, dans nos campagnes, sortons de nos écrans hypnotiseurs et partageons l'étude et la réflexion. « il faut rendre la matière des finances si simple qu'elle puisse être facilement entendue par toutes sortes de personnes – Colbert ». Nous avons à réaliser un état des lieux des finances publiques bretonnes, nous avons à les étudier, à les comprendre, à les expliquer pour apporter des solutions régionales. « Citoyens, prenez en main vos finances publiques ! ». De nombreuses initiatives locales, poussées et construites par « ceux du bas » au ras de la terre, voient le jour un peu partout pour pallier aux insuffisances des décisions lointaines. Cela constitue le grand espoir d'évolution vers une société nouvelle adulte, autonome et responsable qui apportera des solutions concrètes et adaptées à la population. Nous favoriserons ces initiatives.
2. **Reconquérir de la liberté et de la démocratie** : Chaque jour, des textes qui nous sont totalement étrangers dictent les règles et les normes. Les règles sont évidemment nécessaires à l'organisation de toute société. Mais lorsqu'elles sont coupées de la réalité, lorsqu'elles entravent le dynamisme, qu'elles nuisent à la vie d'un territoire, d'une région, lorsqu'elles étouffent, elles doivent pouvoir être remises en cause. Nous sommes capables de penser par nous même, de savoir ce qui est bon pour notre région. « nous réclamons une vraie simplification, on nous la promet. Nous, on va la faire ! » .
3. **Pouvoir décider régionalement** : Se faire entendre est bien, mais décider est nettement mieux. Notre région, notre population possède en son sein toutes les compétences pour pouvoir décider. L'évolution de l'organisation européenne actuelle conduit à une perte de pouvoir des instances nationales et par conséquent à un nouvel

éloignement des prises de décisions. Une gouvernance unifiée des finances publiques bretonnes améliorera le contrôle et le suivi de gestion, identifiera les responsabilités, dans le cadre d'une assemblée de Bretagne. Nous avons le droit d'expérimenter une autre organisation compte tenu des échecs répétés du fonctionnement actuel, nous avons le droit à un vrai changement concerté. La proximité des décisions permettra une meilleure responsabilisation, accélèrera les décisions dans un monde où il ne faut pas perdre de temps. Nous devons construire la grande Assemblée de Bretagne de demain (à 4 départements aujourd'hui et combattre pour une Bretagne à 5 départements demain).

4. **Redonner confiance et responsabiliser** : Le citoyen a perdu confiance en ses élites dirigeantes, trop professionnelles de la politique, trop éloignées des « petites gens », des « sans dents » et des « illettrés » comme ils disent. La confiance renaîtra d'un rapprochement des décisions, d'une écoute et d'une participation développée, et de consultations régulières. Mais elle dépendra aussi du retour à une éthique du corps politique, d'une parole exigeante et sincère aux antipodes des pratiques actuelles. Cette responsabilisation ne renaîtra que dans une organisation à taille humaine, simplifiée comme celle d'une région, de notre région de Bretagne, (bien sûr à cinq départements).
5. **Sacraliser les fonds publics** : L'argent est un symbole, grand facilitateur de tous nos échanges. L'argent est cette convention qui règle, qui détermine en grande partie notre vie sociale. L'argent représente du temps passé par des individus. L'argent public qui arrive dans les caisses de l'Etat et des institutions est donc la somme de ce don de temps, d'efforts, de privations pour l'intérêt général de la société. L'emploi de ces sommes devra bénéficier d'une attention respectueuse, qui recherchera l'efficacité par rapport aux objectifs décidés démocratiquement. Tous les décideurs publics devront garantir leur probité passée, devront s'assujettir à des contrôles réguliers, garantir leur indépendance face à la gestion publique.
6. **Défendre l'intérêt général breton** : la notion d'intérêt général est souvent bafouée au profit d'intérêts particuliers et privés. Il convient de redonner de la noblesse à cette notion pour renforcer le pacte social régional. Nous avons la chance de vivre ce sentiment d'appartenance qui permet les actions collectives au bénéfice de tous. La Bretagne est la première région en nombre de bénévoles (8 pour 1000 contre 5.8 pour 1000 au niveau national), première région aussi en nombre d'associations et en emploi associatif.
7. **Réensemencer la Bretagne** : Face à l'adversité, il ne faut pas baisser les bras. Une terre de référence reste une force dans un monde qui se dématérialise. Nos socles de granit, notre air iodé, forgent indéniablement le caractère des hommes et des femmes

de notre population. Nos ancêtres ont luttés sur ces territoires mais nous avons le devoir de réinventer une Bretagne nouvelle, ouverte sur le monde. Une société qui n'engendrerait pas de nouvelles formes d'organisation signerait son propre arrêt de mort. Dans cet hiver que nous traversons, nous devons engendrer de nouvelles semences pour un printemps breton florissant. Pourquoi les entreprises, contraintes en permanence au principe de réalité, recherchent-elles de nouveaux modèles de fonctionnement, de nouveaux modèles économiques ? Elles savent qu'elles doivent s'ajuster en permanence au monde changeant. Et pourquoi nos institutions, nos administrations publiques n'osent-elles pas les nouveaux modèles ? La Bretagne comme laboratoire démocratique et institutionnel ? pourquoi pas ?

La reconquête des finances publiques bretonne passera donc obligatoirement par une transformation de la gouvernance : réduction des différents niveaux d'administration, coordination, redéfinition des politiques publiques en fonction des besoins des territoires. Cette transformation responsable sera une sortie du cadre habituel, car le cadre ancien est usé, obsolète et inadapté au monde d'aujourd'hui.

La **responsabilité régionale** viendra remplacer l'irresponsabilité nationale en matière de finances publiques. La succession des échecs doit laisser la place à un nouveau modèle. La Bretagne, gestionnaire de sa collecte fiscale (comme dans de nombreuses régions européennes) pourra retrouver une situation saine de ses comptes par la mise en place d'une organisation contrôlée, simplifiée.

Le rapprochement de la décision politique du citoyen est primordial pour l'avenir de notre société, redonnera un dynamisme économique, favorisera un nouveau contrat social et redonnera de l'espérance aux jeunes générations.

13) L'indépendance pour l'agriculture et l'agroalimentaire

Diagnostic :

Un bon tiers des agriculteurs connaissent une situation dramatique et la moitié ne gagnent plus correctement leur vie.

Les causes de cette tragédie paysanne sont désormais clairement établies. Elle trouve son origine principale dans trois facteurs : le différentiel de charges pesant sur les exploitations en France par rapport à nos voisins et concurrents ; le coût supérieur de la main-d'œuvre puisqu'il n'existe pas d'Europe sociale ; l'avalanche excessive des normes et réglementations dans un secteur suradministré (on compte désormais un fonctionnaire par paysan).

La crise paysanne est aggravée par l'embargo russe, par des rivalités internes et par la présence d'un centralisme énergétique qui a limité les processus de diversification.

Un paysan allemand obtient 30 % de ses revenus en produisant de l'énergie. Sait-on qu'il existe 8 500 usines de méthanisation en Allemagne (1 500 en Bavière) contre une centaine en France, environ quarante réalisations et projets seulement en Bretagne ?

L'enjeu n'est pas de jouer les pompiers mais de s'attaquer à des difficultés de nature structurelle. Or, cela, les autorités françaises ne le souhaitent pas car la résolution de la crise paysanne reviendrait à remettre en cause les excès du centralisme qui concernent également bien d'autres secteurs ou professions.

On oublie que ces 2 % d'actifs génèrent, en amont et en aval de leur activité, environ un tiers de l'économie bretonne (environ 30 % du chiffre d'affaires, 29 % des emplois, 34 % de l'export...).

Notre stratégie :

1/3 des emplois Bretons sont issus de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, nous réclamons pour eux, le droit à la justice et à la dignité. Pour endiguer le chômage et l'exode de nos jeunes diplômés nous réclamons le droit de notre peuple à défendre ses intérêts ! Notre économie est fragilisée par la mondialisation mais aussi par une fiscalité agressive et une administration au service exclusif d'une république parisienne. Notre agriculture et notre agroalimentaire se trouvent entre les mains de prédateurs peu scrupuleux, nous devons rapidement mettre fin à ce scandale en réorientant nos systèmes de productions, de transformations et de distributions vers plus de qualité afin que les richesses produites servent enfin l'intérêt des producteurs et le développement économique de la Bretagne. A l'instar de la Catalogne, de l'Ecosse et de bien d'autres pays en Europe et dans le monde...nous souhaitons créer notre propre gouvernance afin de défendre nos producteurs et notre économie en donnant un avenir à nos enfants.

14) Un projet ambitieux pour le gallo !

Diagnostic :

La liste « Notre chance, l'indépendance », soucieuse de la réalité linguistique de notre pays, entend présenter un projet ambitieux pour le gallo, la langue romane de Bretagne.

Nous souscrivons aux préoccupations des associations de défense du gallo qui tirent la sonnette d'alarme à propos de l'avenir de la langue. Notre programme pour le gallo s'articule donc autour de la sauvegarde du gallo mais également autour de son développement afin que celui-ci retrouve une place dans la vie sociale et publique d'une future Bretagne indépendante.

Notre stratégie :

- Créer un office de la langue gallèse doté d'un budget conséquent et de missions bien définies. Cet office sera chargé de définir une politique linguistique adaptée au gallo et ce sur les 5 départements bretons.

- Augmenter de façon significative les fonds affectés au gallo. La majorité socialiste sortante a réussi le tour de force de supprimer 3 des 4 postes consacrés au gallo dans les associations de défense de la langue, nous prendrons le contre-pied de cette politique !

- Nommer un élu référent pour la politique linguistique en faveur du gallo. Nous entendons mettre un terme à l'hypocrisie qui avait cours jusqu'alors au sein du conseil régional : le service « Langues de Bretagne » chargé du breton ET du gallo consacrait 99% de son budget

au seul breton, réservant les miettes pour le gallo. Tout en augmentant le budget consacré au breton, nous consacrerons un budget conséquent et indépendant au gallo avec un élu référent spécialement chargé des affaires en rapport avec le gallo.

- Mettre en place une égalité de traitement en matière d'affichage entre gallo, breton et français. Les bâtiments financés par la région (lycées, ...) ainsi que les événements culturels (festivals, ...) devront également mettre en place cette égalité de traitement dans leur signalétique.

- Accroître la visibilité du gallo dans l'espace public, notamment en s'appuyant sur la campagne de mobilisation autour de la charte « du Galo, dam Yan, dam Vèr ».

- Financer une offre d'animateurs et de professeurs de gallo afin de subvenir aux besoins des élus locaux en matière de TAP et des écoles désireuses de proposer des cours ou animations en gallo.

- Engager un projet de première école bilingue gallo-français avec une mairie volontaire.

- Informer les élus et les entreprises de toute la Bretagne sur les deux langues nationales bretonnes et les sensibiliser aux avantages en terme de développement économique et d'image. Nous croyons à une alliance entre l'économie et le culturel. Nous croyons que les territoires et les entreprises auraient beaucoup à gagner en terme d'attractivité et d'image en misant sur l'authenticité et l'enracinement.

- Exiger la possibilité, pour la région Bretagne, d'intervenir en Loire-Atlantique pour aider les associations gaulloises et mettre une politique de développement du gallo. La partition de la Bretagne empêche toute politique en faveur du gallo en Loire-Atlantique, Le conseil régionale dit des « Pays de la Loire » niant la réalité culturelle de la Loire-Atlantique et ne permettant aucun développement du gallo. Nous entendons mettre fin à cette discrimination !

- Intervenir auprès des l'état français pour améliorer le statut du gallo : ratification de la charte européennes des langues régionales et minoritaires, loi-cadre pour les langues de l'hexagone, délégation de compétences au conseil régional en matière linguistique, ...

15) Solidarité, dialogue et équilibre social

L'exclusion

Divers facteurs - la dévalorisation du travail manuel, l'inadaptation des orientations scolaires et le manque de moyens, le manque de formation professionnelle, les délocalisations des grandes entreprises dans des pays où la main d'œuvre est moins chère- créent un chômage important, et de fait de la pauvreté et de l'exclusion.

Il est impératif que la solidarité économique et fiscale bretonne pallie à tous ces manques afin de donner à chaque citoyen de Bretagne la place qu'il est en droit d'attendre sur son territoire.

La sécurité sociale et les retraites

Créée au sortir de la Seconde guerre mondiale, elle était nécessaire et se voulait égalitaire : régime unique pour l'ensemble des citoyens, un système général et une autonomie de gestion.

L'évolution de la démographie indique un déficit catastrophique pour les régimes de retraite : la tendance indique un taux de 1 retraité pour 1,5 actif vers 2040 (en 1945 , 1 retraité pour 3 actifs). De plus, l'espérance de vie augmente, du fait des progrès médicaux et des conditions de vie, mais le vieillissement de la population ainsi que le développement des maladies (Sida, Cancers , Parkinson, Alzheimer) posent des problèmes sanitaires et d'accueil.

Le logement

Le prix des terrains et de l'immobilier en ville ainsi que sur le littoral ne permettent plus aux jeunes ni aux familles à faibles revenus de devenir propriétaires de leur logement. Être loger décentement est un droit fondamental. Nous prendrons des mesures fiscales et urbanistiques afin de diversifier les modes de logement : propriétés individuelles, logement collectif ou location. Nous créerons une fiscalité différente pour les résidents et les non résidents qui ont un pouvoir d'achat supérieur. Les sommes collectées en Bretagne seront injectées dans l'amélioration de l'habitat ou des projets environnementaux.

La famille

La société bretonne évolue: du fait des divorces, les familles monoparentales ou recomposées augmentent. La famille monoparentales (homme ou femme) sont en mesure de rencontrer des difficultés : les enfants ont besoin de stabilité, afin de s'épanouir et de prendre leur place dans la société. Aussi, nous proposerons une politique familiale et d'aide à l'enfance et aux jeunes, qui tiendra compte des évolutions de la société.

Egalité homme-femme

La Bretagne se doit d'être un modèle en matière d'égalité entre les sexes, concernant les salaires, la considération sociale, l'emploi. L'égalité homme - femme est une des priorités politiques.

L'entente social-démocrate

Les différences d'intérêt entre les actionnaires et les salariés, les besoins d'investissement des entreprises et le pouvoir d'achat génèrent des tensions sociales et économiques. Nous proposons un modèle gagnant/gagnant pour l'ensemble des Bretons.

Nos propositions:

Nous faisons les propositions suivantes dans la perspective d'un modèle social solidaire en Bretagne.

Insertion par l'emploi et Revenu minimum:

Un système de Revenu Minimum (type RSA) sera maintenu, dans l'urgence, et pour une durée variable selon les conditions économiques, avec l'objectif de retrouver un emploi au plus vite.

Le champ de l'insertion par l'emploi doit concerner l'ensemble des activités économiques. De même, les CAT (Centre d'Aide par le Travail), associant solidarité et responsabilité, sont maintenus.

Agence Bretonne pour l'emploi:

Un service unique public de l'emploi est créé et doit permettre de répondre aux besoins des employeurs et des personnes en recherche d'emploi.

Afin de faire de la Bretagne, un territoire économiquement viable dans tous ses pays , il sera nécessaire que les entreprises créent de l'emploi sur tout le territoire et d'éviter les "déserts" que l'on connaît actuellement. De plus, afin d'éviter les ruptures familiales , il est nécessaire que chacune puisse travailler où bon lui semble. Promouvoir l'emploi tout en garantissant la structure familiale.

Retraites :

Des fonds de pension seront introduits dans un système mixte – répartition et capitalisation. Les capitaux seront réinjectés dans l'économie bretonne. Une caisse unique sera créée, sans régimes spéciaux, sous réserve de la pénibilité du travail; elle versera une pension plafonnée et avec un seuil minimal. Une pension décente (à définir) doit être assurée pour tous. Le régime général est la règle commune. Les caisses de retraite sont détachées du budget de l'Etat. La durée de cotisation est alignée sur la durée moyenne des pays européens. Nous préconisons une démarche égalitaire pour résorber le problème des retraites.

Logement:

Un logement décent pour chacun est l'objectif à atteindre. Un office Breton du Logement aura pour objectif un habitat équilibré en Bretagne (collectif/individuel-social/résidentiel-principal/secondaire).La mixité sociale sera réhabilitée dans les grandes villes bretonnes afin d'éviter la "ghettoïsation" et de permettre un brassage de population, grâce à la création de logements sociaux dans les centre-ville.

Famille:

La cellule familiale quelle qu'elle soit, doit être garante de l'éducation des enfants et de leur épanouissement. Aussi, faut-il permettre aux parents qui le souhaitent, d'élever leur jeune enfant (jusqu'à l'entrée à l'école maternelle:3 ans) grâce à la création d'un réel système solidaire (60% du salaire). De plus, il faut permettre aux anciens de rester chez eux , le plus longtemps possible , grâce à un système solidaire pour la prise en charge des soins et des aides à domicile, afin d'éviter l'isolement et les coûts exorbitants des établissements de retraite.

Egalité homme-femme:

Nous ferons évoluer la législation pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, en fonction de la pénibilité du travail. Il convient d'adapter l'emploi en fonction des contraintes spécifiques des familles (famille monoparentale, famille recomposée)

Santé:

Le système de santé sera axé sur la promotion de la santé et la responsabilité des personnes permettant la maîtrise des dépenses. Aussi, le développement des médecines non conventionnelles, de la médecine préventive, sera valorisé.

Relations entreprise-salariés:

Nous nous inscrivons dans le cadre de la social-démocratie qui reconnaît pleinement les droits syndicaux des salariés et privilégie, dans les limites d'une loi-cadre, les négociations directes entre les acteurs sociaux du monde du travail et de l'entreprise.

Vie associative:

Les associations créent du lien social et permettent par la valorisation du bénévolat, de mener à terme des actions importantes. Notamment en milieu rural, où elles évitent l'isolement et permettent des activités variées, et en milieu urbain, où elles maintiennent une vitalité des quartiers.

Enfin, il convient d'encourager les gens exclus à participer à une association